

Pour un syndicalisme de combat!

Nous luttons car nous refusons le saccage de notre avenir !

AGEN
Nanterre
7 mars 2006

La lutte contre le CPE/CNE et toutes les formes de précarité est engagée sur les universités depuis un mois. Occupations, blocages, assemblées massives et actions sont des étincelles qui peuvent allumer un puissant mouvement de la jeunesse et des travailleurs. Cette lutte, encore embryonnaire, a suffisamment bousculé les organisations syndicales traditionnelles pour qu'elles appellent à une journée unitaire de grève. Désormais, il faut construire un véritable rapport de force. Déjà les médias dominants s'inquiètent "*d'un mouvement de protestation qui dure étrangement*" (RMC, le 06/03/2006, 6h45). Le gouvernement s'agite pour lancer des contre-feux. Ce frémissement de peur ne peut que nous encourager. Peu importe que la loi soit passée ou pas au sénat. La colère populaire a balayé entre autres les lois du type CIP de Balladur en 1994, l'article sur les « *bienfaits de la colonisation* » et cette colère peut non seulement faire abroger des lois mais aussi renverser n'importe quel pouvoir illégitime. Villepin fait l'autiste et proclame écouter ceux qui ne parlent pas. Un mouvement résolu saura lui rappeler que son poste, lui aussi, est précaire.

Nous luttons car nous refusons le saccage de notre avenir. Un avenir bradé au nom des "valeurs sacrés" du capitalisme qui signifient pour la majorité misère, exploitation, asservissement et abrutissement. La bourgeoisie et un de ses serviteurs patenté, Gallouzeau de Villepin, prennent prétexte du chômage pour balayer d'un revers de main nos droits et les acquis du code du travail. L'attaque est d'ampleur et la réaction avance à découvert avec ces contrats qui durant deux ans nous mettent à la merci d'être virés sans motif. Pour autant, la précarité ne tombe pas du dernier ciel néolibéral, ce n'est ni une fatalité économique ni un horizon indépassable. Au contraire, elle est scrupuleusement organisée depuis des années par les gestionnaires zélés du capital de gauche ou de droite.

Le CPE et son frère jumeau le CNE sont les dernières mesures scélérates d'un démantèlement social qui dure depuis plus de 30 ans. Depuis les années 80, toutes les politiques tracent le même sillon : la droite patronale et la gauche bourgeoise détruisent les conquêtes que les masses populaires ont arrachées de haute lutte. Il n'y a pas si longtemps, le PS et ses satellites mettaient en place des contrats bidons et précaires "spécial jeunes" (les tuc, ces, cei, cec et autres sigles) aujourd'hui ils vantent les mérites de leurs CPE "de gauche", le "*Contrat Sécurité Formation*", défendu par les Lang, Hollande ou Fabius, qui comprendrait des allègements de charges pour l'employeur dispensé de cotisations Assedic. Bref, le même cadeau aux patrons choyés et aux actionnaires maintenus à 15% de rentabilité. Les manœuvres de récupération électorale de cette gauche de l'UMP doivent être démasquées. La lutte contre la précarité ne servira pas de tremplin pour la gauche plurielle bis.

"La mesure la plus sociale jamais proposée aux jeunes" serait selon Villepin le CPE. On peut difficilement être plus cynique. Il convient avant tout de savoir que si ce type de contrat n'est pas stoppé, c'est la refonte complète du contrat de travail qui se profile pour juin 2006. De 7 millions de salariés concernés aujourd'hui on passerait à l'ensemble du salariat qu'il faudrait alors dénommer *précariat*. L'arrivée en masse sur le marché du travail de jeunes suite aux effets de ce que les sociologues chics nomment le « *papy-boom* » est un désastre. Le patronat veut d'entrée de jeu imposer un rapport défavorable qui, en suivant au fur et à mesure toute une génération, va s'imposer à l'ensemble du monde du travail. Une cohorte d'économistes de régime préconise d'ailleurs cette évolution, comme Elie Cohen qui pense qu' "*à l'étranger, la déréglementation a prouvé qu'elle avait à moyen terme un effet positif sur l'emploi*". Toujours plus bas vers le néant social et l'esclavage salarié.

Plusieurs millions de personnes vivent déjà ces conditions de survie en France, c'est sur eux, sans-papiers, précaires, chômeurs, stagiaires, populations issues de l'immigration que s'est expérimenté ce mode de gestion de la main-d'œuvre avant qu'il ne se généralise. Or, la politique est un tout. Les campagnes sécuritaires qui désignent à la vindicte les "classes dangereuses" ou les lois liberticides accompagnent les mesures pour lancer l'apprentissage à 14 ans, autoriser le travail de nuit des jeunes de 15 ans et supprimer les allocations familiales pour les familles dont les enfants sèchent l'école ou qui sont trop turbulents (loi sur l'égalité des chances). Le syndicat des commissaires de police suggère même d'identifier les comportements précurseurs de la délinquance « *dès la crèche, la maternelle ou l'école primaire* ». Une société qui analyse ses enfants sous l'angle du trouble à l'ordre public est une société qui devient dangereuse pour ses membres.

Il s'agirait à en croire ceux qui manient le Kärcher à la perfection « *d'empêcher les ravages de l'impunité* ». Les puissants peuvent dormir tranquille. Ils ne sont pas visés. Les délits d'initiés, les affaires troubles de Chirac, les crimes impérialistes ou les bavures policières resteront impunis. La répression de classe s'applique exclusivement à la délinquance d'en bas et aux familles pauvres. Cette situation d'inégalités profondes crée inéluctablement des révoltes et la bourgeoisie fourbit son arsenal répressif pour y répondre.

De là découle un principe d'action. Si nous luttons contre la précarité et le système qui la génère nous devons lutter contre la répression et exiger l'amnistie de tous ceux qui ont participé à des grèves et à des mouvements de révolte contre l'injustice sociale (postiers, traminots, dockers, marins de la SNCF, étudiants de Tours, jeunes incarcérés suite aux émeutes, lycéens poursuivis,...). Cette position fondamentale lancée par les étudiants de Nanterre est désormais étendue à plus de trente universités et inscrite sur la plate-forme de la coordination nationale des facs en lutte.

De notre point de vue, la lutte actuelle pose la question de la société dans laquelle nous vivons. Elle dévoile l'impasse de l'opposition molle de ces dernières années. Elle ne peut se limiter à être une lutte contre la droite réactionnaire et ses recettes néolibérales. Cette orientation aboutit à se servir de mouvements populaires comme marchepied pour des écuries électorales de la gauche bourgeoise et à semer toutes sortes d'illusions. Sans alternative réelle, l'obscurantisme et le désespoir ne peuvent que se répandre. Cette lutte comme tant d'autres, si elle est porteuse d'espoir, doit être aussi une lutte pour renforcer la conscience de classe, une lutte pour un autre système social ; il faut renouer avec une attitude révolutionnaire. Ni l'exploitation ni le capitalisme ne sont éternels.

Une idée, quand elle est portée par les masses, est capable de déplacer des montagnes !

Vive la grève et sa généralisation!



Association Générale des Etudiants de Nanterre
Fac de Nanterre. Local F307. agenparis10@hotmail.com
Tel : 01 40 97 76 72